

**Enseigner à Trappes**  
un témoignage de Didier LEMAIRE

Bonjour,

## 1. Le lycée de Trappes

Je suis professeur de philosophie et depuis trois ans de cinéma. J'exerce au lycée général et technologique de La Plaine de Neauphle.

Après avoir été nommé en début de carrière dans des lycées de « zones sensibles » de banlieue parisienne particulièrement difficiles, j'ai tourné dans des lycées plus ordinaires. Je suis arrivé à Trappes en 2000. J'ai tout de suite apprécié l'ambiance de ce petit lycée avec des élèves certes très faibles mais sans doute plus sympathiques que dans beaucoup d'autres établissements. Pour être tout à fait sincère, je trouve mes élèves ici très attachants. Généralement souriants, ils expriment facilement leurs émotions et font preuve de beaucoup de générosité. Si leur culture générale et leur niveau d'expression à l'écrit restent très modestes, ils se montrent souvent vifs et finalement ouverts à la connaissance. Année après année, j'ai donc pris goût à enseigner à Trappes. Sans doute parce qu'ici, je me sens peut-être un peu plus utile qu'ailleurs. J'y ai fait en tout cas quelques très belles années avec certaines classes, dans lesquelles cela a été un vrai bonheur de transmettre la pratique de la philosophie. Parfois, cela a été plus difficile. Je ne réussis pas toujours. Et quand il n'y a plus aucune mixité dans les classes, comme c'est le cas aujourd'hui, cela devient terriblement problématique.

J'ai vu pendant ces dix-huit années à Trappes la population scolaire se transformer. Depuis les années 2010, garçons et filles se répartissent différemment dans les classes. Ils se mélangent et se parlent moins. D'autant moins selon leur niveau scolaire. Les vêtements aussi ont changé. Beaucoup moins de maquillage. Le port du foulard, d'abord très marginal, s'est répandu, du moins sitôt le portail du lycée franchi. Avant la loi d'interdiction des signes ostentatoires, celles qui portaient le foulard, étaient le plus souvent des adolescentes de bon niveau scolaire qui s'affirmaient, se distinguaient. Elles étaient d'ailleurs souvent plus enclines que les autres à philosopher. À partir des années 2010, le profil a changé. Il s'agit d'élèves moins volontaires et moins réfléchies. On pourrait même dire que le port du foulard est devenu à présent une forme de conformisme. (Je reviendrai là-dessus plus tard.) Côté garçons, le survêtement de couleur a été presque abandonné au profit de tenus sombres. Les barbes ont un peu poussé. L'immaturation et le sexisme ont fortement progressé.

Nous n'avons pratiquement pas d'incidents relatifs à la laïcité dans notre établissement. Certes, en période de Ramadan, le lycée demeure quasi désert. Rares sont les élèves musulmans qui viennent en cours. Si bien que l'on se retrouve parfois avec des classes de trois ou quatre têtes. La cantine fonctionne bien.

Les difficultés sont surtout financières et psychiques. Le taux de chômage de cette ancienne citée dortoir ouvrière est l'un des plus élevés de la région parisienne : presque 19 %. Le taux de pauvreté aussi : 25%. Le revenu moyen par habitant est, je crois, le plus bas des Yvelines : 18 000 euros. À vrai dire, même si le maire actuel essaie de donner le change en s'offrant un mobilier urbain flambant neuf, des voiries rutilantes et un plan de rénovation et de construction pour attirer les classes moyennes, ou en rebaptisant la ville d'un nom plus chic, Trappes-en-Yvelines, la ville demeure un véritable ghetto. Les élèves n'en sortent quasiment pas. L'an dernier, j'ai accompagné trois classes de cinéma dans le 18<sup>ème</sup> arrondissement de Paris pour visiter une école de cinéma, la FEMIS. Comme nous avons un peu de temps, nous avons visité Montmartre et le Sacré Cœur. Aucun ne connaissait. J'avais l'impression de promener des touristes chinois. Certains venaient à Paris pour la première fois. La plupart de nos élèves ne se rendent à Paris que très exceptionnellement. Il y a deux ans, quand mes élèves de cinéma sont revenus de leur épreuve qui se déroulait au lycée de Marly-le-Roi, à côté de Versailles, ils m'ont fait part de leur désarroi. Ils se sentaient comme des étrangers. À cause de leurs vêtements, de leur façon de parler, de leurs

origines. Ils m'ont avoué qu'ils se sentaient non seulement « différents » mais « inférieurs ». J'ai eu l'occasion d'échanger récemment à ce sujet avec le maire adjoint de la ville, M. Ali Rahbè. Celui-ci a reconnu que c'était l'un des plus gros problèmes de la jeunesse de Trappes. Elle ne sort pas de la ville, ne connaît pas d'autre horizon. Pour le dire comme les journalistes du Monde qui ont enquêté pendant deux ans ici, Raphaëlle Bacqué et Ariane Chemin, les jeunes ne quittent en effet presque pas « la communauté ».

Pour ce qui est des problèmes familiaux et psychiques, là aussi, le constat est terrible. Je ne dispose d'aucun chiffre et mes impressions sont forcément subjectives. Cependant, troubles de l'attention à part, qui sont la règle dans les classes technologiques, j'observe beaucoup de phobies scolaires, des claustrophobies parfois très sévères, des dépressions et des pathologies plus lourdes qui peuvent engendrer des événements tragiques dans les familles. Je suis moi-même intervenu à plusieurs reprises tout au long de ces années pour orienter des élèves vers des soins, effectuer des visites à l'hôpital psychiatrique, ou, dans un cas extrême, accompagner un élève très difficile qui vivait une situation de violence familiale. Sous les sourires ou les comportements un peu âpres, combien de situations personnelles de détresse ? On n'a pas idée, derrière son bureau, de la misère affective que subissent beaucoup d'entre-eux. Dès que je prends le temps de parler à mes élèves de leur stress aux notes, les masques tombent. Je découvre alors leurs fragilités.

Les résultats de baccalauréats sont logiquement faibles bien que le lycée parvienne à se hisser régulièrement, sur un plan national, entre le premier et le trentième rang, en résultats pondérés par la « valeur ajoutée ». Ce relatif succès lié à ce mode de calcul tient à plusieurs facteurs : des classes aux effectifs limités, des équipes et directions généralement très investies et surtout, pas mal d'entraide entre les élèves.

Voilà pour brosser un rapide portrait du lycée qui en dépit des quelques spécificités que je viens de mentionner reste, à première vue, un lycée de France assez banal. Si les taux d'absentéisme sont très élevés, on ne déplore pas ici d'actes violents ni d'emballement des conseils de discipline. Des exclusions définitives de l'établissement, il y en a comme partout ailleurs.

## **2. La prise de conscience du réel**

Sauf que ce lycée se trouve comme vous le savez sans doute dans la ville d'Europe qui a fourni le plus de départs de djihadistes en zone irako-syrienne depuis 2012. Et c'est là, quand on y regarde de plus près, que tout change.

Officiellement, il s'agit d'environ 70-75 départs effectifs. Mais c'est probablement plusieurs centaines de personnes qui font partie de cette mouvance djihadiste. Aujourd'hui d'ailleurs, elles ne partent plus. Le lycée se trouve donc au beau milieu d'un nid de terroristes potentiels.

Comme je le dis souvent, le lycée est une sorte d'île. Nos élèves, à l'exception de ceux qui n'ont pas vraiment de plan d'études, se projettent dans la société française. Ce ne sont ni des délinquants ni des jeunes tournés vers le fondamentalisme religieux et encore moins vers l'islamisme. Pourtant, leur monde et leur milieu est très fortement marqué par les transformations politiques de ces dernières années. Sitôt passés l'enceinte du lycée, ils baignent dans un monde très différent du nôtre.

Une île donc, au milieu d'une mer des recruteurs salafistes qui se sont progressivement emparés des quartiers depuis une dizaine d'années. D'abord en les nettoyant partiellement du trafic de drogue. Puis en y construisant leurs commerces, en y imposant leurs mœurs et en y déployant leur activités parallèles. On trouve également dans cette mer quelques Frères musulmans, d'anciens du GIA algérien aussi et même un petit cercle Tablighis autour d'un libraire qui ne vend pas que des ouvrages littéralistes mais aussi des djilbebs et des tenus vestimentaires complètes pour femmes.

Officiellement, tous se disent « pacifistes », « quiétistes » mais refusent les lois civiles et veulent les remplacer par les lois de la charia. Il y a également les islamo-nationalistes turcs qui représentent une petite communauté qui vit en vase clos. On ne trouve plus de juifs à Trappes. La synagogue a été incendiée en 2000 et même si l'acte criminel n'a jamais été établi, il y a un climat, des paroles, des tags, qui attestent qu'à cette époque régnait déjà un fort antisémitisme. Suite à la destruction de la synagogue, les dernières familles juives qui habitaient à Trappes ont trouvé refuge dans les villes voisines d'Élancourt et de Maurepas. L'antisionisme et le soutien aux palestiniens, très présent dans la ville, sert évidemment à répandre les préjugés les plus virulents en toute impunité. (Je constate pour ma part, année après année, qu'aucun de mes élèves de terminales ne sait distinguer correctement « juif », « israélite », « israélien », « sioniste ». Pour eux, « juif » désigne un croyant et un sioniste, ou d'abord un ennemi des arabes.)

Décrire ce milieu islamiste n'est pas facile pour deux raisons : la première, parce qu'il est relativement invisible. La deuxième parce que sa seule marque de visibilité est d'apparence religieuse et que dès lors, pointer la prolifération de ces signes religieux dans l'espace urbain revient à courir le risque d'être taxé d'« islamophobe ». Pourtant, s'agit-il vraiment de signes « religieux » ? Ne sont-ce pas plutôt des signes identitaires et politiques ?

Pour ce qui est de l'invisibilité, vue du lycée, en effet, on pourrait croire que tout est normal. Les élèves sont vraiment gentils, encore une fois. Bien sûr, certains vont parfois reprendre de temps à autres des théories complotistes dans leurs cours d'histoire, déclamer des textes piochés dans les pires sites de propagande islamiste dans leurs cours de français, refuser lors d'un débat sur la bioéthique le don d'organe, contester en cours de biologie la théorie darwinienne de l'évolution, etc. Mais ça s'arrêtera là et après tout, tant qu'ils s'expriment, les enseignants peuvent faire leur boulot d'éducation et d'instruction. Il n'est pas toujours facile de distinguer dans tout cela la part d'ignorance, de provocation d'adolescent et la véritable adhésion à l'obscurantisme ou à des valeurs antidémocratiques. Pour ma part, ayant toujours tenu à ne pas stigmatiser mes élèves, à les traiter comme n'importe quels autres élèves, sans les différencier, je n'ai jamais cherché à aborder les questions sensibles frontalement. Je dois dire que cette position m'a plutôt réussi jusqu'ici. Je n'ai jamais rencontré la moindre difficulté à lire et expliquer des textes expressément antireligieux en cours de philosophie, par exemple. Pour mes élèves, ce sont des textes philosophiques comme les autres. Ils ne se sentent pas agressés et peuvent y réfléchir librement. Il arrive que certains parviennent d'eux-mêmes, en conduisant leur réflexion, à des conclusions avec lesquelles ils me disent être pourtant en désaccord. Je crie alors secrètement victoire !

Je n'ai pris conscience qu'il y avait en réalité un énorme problème qu'après les attentats de 2015. Tout d'abord, après la tuerie de Charlie-Hebdo, j'ai vu que mes élèves étaient très partagés. Beaucoup condamnaient du bout des lèvres ces assassinats et avançaient l'argument bien huilé du « ils l'ont bien cherché ». Pour eux, c'étaient presque du 50/50. D'un côté le blasphème, de l'autre la tuerie. Je me souviens avoir eu un débat difficile en classe de terminale ES au sujet du droit au blasphème. Très vite l'argument théologique a changé de nature : ce n'était pas le prophète qu'on humiliait finalement dans les caricatures de Charlie, ou Dieu qu'on offensait. C'étaient les musulmans de France, c'étaient eux. Mes arguments sur la laïcité, la liberté de croyance qui impliquait de ne pas être soumis à la croyance de l'autre et aux préceptes de sa religion, tombaient donc un à un à l'eau. Le débat glissait de la croyance religieuse à leur identité, leur communauté. C'était une réaction épidermique de leur part. Dans leur esprit, Charlie, était assimilé à des policiers racistes, à des ennemis de leur groupe. Je me souviens d'une tirade particulièrement sincère et exaltée d'une de mes élèves qui m'expliquait que le monde entier, à commencer par les médias, en voulait aux musulmans, et que les salafistes n'étaient pas ceux que l'on décrivait. Qu'il fallait qu'on les laisse vivre en paix leur religion et qu'on arrête d'aller les chercher avec des lois, des reportages télévisés, des provocations ou des dessins insultants.

Après les attaques au Stade de France, dans les rues de Paris et au Bataclan, les réactions ont été très différentes. Il y a eu un effet de sidération. Ils ont compris que les djihadistes auraient pu les viser eux aussi. Cette fois, l'indignation fut unanime. Du moins en apparence. Je dis « en apparence » parce que dans deux de mes classes technologiques, une de gestion, une de sciences et technologies sanitaires et sociales, cette indignation m'a semblé un peu pâle ou comme entachée. Cela m'a particulièrement éprouvé et m'a amené à m'interroger et à changer ma manière de voir, ou plutôt de ne pas voir les choses. Dans la classe de gestion, j'ai perçu une certaine gêne dans cette condamnation. Les élèves n'avaient pas envie de parler. Ils semblaient considérer que ça ne valait pas la peine de passer une heure sur ce sujet. Ils voulaient penser à autre chose, faire comme si rien ne s'était vraiment passé. Était-ce le besoin de souffler un peu après le choc ? Ou bien une façon de minimiser l'importance de ces faits ? Dans la classe de sciences et technologies sanitaires et sociales, si une certaine émotion était palpable, une élève, qui présentait par ailleurs des qualités de réflexion indéniables, s'est mise particulièrement en retrait. Elle a fait en sorte pendant toute l'heure où nous avons échangé au sujet de cet événement, de ne jamais me regarder, de ne jamais rien dire, de rester murée dans son silence. Ce comportement étrange signifiait-il qu'elle approuvait ces actes ? Impossible depuis lors de discuter avec elle, même de sujets philosophiques. La parole était définitivement rompue. Il s'agissait pas d'un désaccord. Il s'agissait d'une rupture de communication. Pire : de reconnaissance. C'est là que j'ai pris conscience que je n'enseignais pas dans un lycée comme les autres. J'ai pensé à ce moment-là aux paroles de certains rescapés des camps de la mort : l'expérience de ne plus être reconnu par l'autre comme son semblable. Il ne s'agit pas de ruse, de dissimulation ou de refus de communiquer. Il s'agit d'une manière de traiter l'autre comme une simple chose, en toute indifférence, comme s'il n'existait pas ou vivait dans une autre dimension.

Quelques mois plus tard, très curieusement à l'invitation de la jeune élève qui défendait ses frères salafistes, je suis allé écouter une conférence de Rachid Benzine, un islamologue progressiste et laïc. Rachid Benzine, dont les Lettres à Nour sont aujourd'hui mise en scène, habite Trappes. Il a d'ailleurs été élève au lycée et c'est ma collègue présente dans cette salle qui l'a initié à la philosophie. Rachid Benzine utilise les outils de l'histoire et de l'anthropologie pour lire le Coran. Puis, j'ai rejoint une petite association trappiste, Paroles à cœur ouvert, co-fondée par ma collègue. Je voulais mettre fin à mon ignorance, ou plutôt à mon aveuglement, et mieux connaître le réel.

Cela m'a pris presque deux ans. Deux ans pour ouvrir les yeux. Deux ans à échanger avec des mamans de Trappes (peu de pères je dois dire), des militants associatifs, des musulmans laïcs, des musulmans moins laïcs, d'anciens profs du lycée, et surtout, beaucoup, beaucoup d'élèves des environs, du collège jusqu'au lycée. Notre petite association, qui regroupait des gens de convictions diverses et multiconfessionnelles, essayait de faire de la prévention contre l'emprise sectaire et la radicalisation. Pour ce faire, nous avons décidé d'organiser des conférences avec Rachid Benzine, mais surtout des rencontres avec jeunes par petits groupes de 7 avec un adulte sur le thème de l'emprise. C'est lors de ces séances de paroles et d'échange que je me suis aperçu qu'à chacune de nos interventions, où que nous nous trouvions, deux à trois jeunes sur soixante-dix racontaient spontanément comment dans leur famille un frère, une sœur ou un cousin était parti faire le djihad en Syrie. Je trouvais ce chiffre énorme étant donné que nous, adultes, n'étions pas particulièrement bien placés pour recueillir de telles confidences. Parfois, l'émotion des jeunes rendait leur parole difficile.

Nous avons un jour accompagné des classes d'un lycée voisin voir un film au cinéma : Le ciel attendra de Marie-Castille Mention-Schaar. Ce film raconte le destin croisé de deux jeunes adolescentes embrigadées par Daech. Il a été en grande partie inspiré par l'histoire de la fille de Catherine Gringelli. C'est d'ailleurs dans cette association que j'ai rencontré Catherine. Je me trouvais donc dans la salle de cinéma, assis au milieu de ces élèves inconnus. Pendant tout le film, je les entendais s'exclamer. « C'est vrai, j'ai un pote à Raqqa. C'est exactement comme ça ! » « Tout

ce qui est montré est exact. » « Tu connais machin ? Il est là-bas en ce moment ». « Ouais, là-bas, ils fument du mécréant. » Pendant toute la durée de la projection, les commentaires n'ont pas cessé. Les jeunes éprouaient le besoin de dire que tout ça, ce n'était pas du cinéma. Pour eux, c'était absolument banal. À la sortie du film, l'une des filles de la présidente de notre association qui était venue voir le film avec nous m'a dit : « Mais Monsieur, moi aussi, je suis tous les jours en contact au téléphone avec un ancien ami parti à Raqqa. C'était mon petit copain. Il voulait que je vienne avec lui. Je n'ai pas voulu. (...) Vous savez, dans mon square, il y en a des dizaines qui sont partis. J'en connais plein. Certains sont morts là-bas. »

J'avais l'impression de toucher du doigt le réel. Ce réel qui m'échappait dans ma salle de classe. Ce réel que je ne pouvais absolument pas connaître dans la position d'enseignant qui était la mienne. Évidemment, cette parole n'était pas possible en classe. Heureusement, d'un certain côté. La classe, reste pour beaucoup un espace de liberté. À peu près leur seule fenêtre sur le monde extérieur. Alors autant la préserver de ce qu'ils vivent au quotidien et qui ne concernent qu'eux.

Un soir, nous avons accompagné des collégiens de Trappes à France Télévision pour une soirée rencontre autour d'un autre film sur la radicalisation, Ne m'abandonne pas, de Xavier Durringer. (Lors de la projection, j'ai entendu à nouveau les mêmes remarques.) Au départ du collège, dans l'autocar, je me suis assis à côté de collégiens de classe de 4ème. J'ai commencé à discuter avec un garçon qui se trouvait à ma droite avant d'élargir le cercle autour de moi. Je me souviens d'une jeune fille de 3ème qui arrivait d'Algérie, qui était heureuse d'être en France, qui m'exprimait sa joie d'être dans un pays libre et laïc. À la fin de notre échange, elle m'a demandé si les cultures pouvaient opposer les hommes. Peu après, j'ai échangé quelques mots avec le professeur de mathématiques de cette classe et je lui ai demandé ce qu'il pensait du jeune garçon avec qui j'avais entamé la conversation et que j'avais trouvé un peu laconique. Il m'a déclaré en baissant la voix que cet enfant connaissait une situation terrible. Sa famille était déchirée suite au départ de son frère en Syrie. D'un côté les pro-Daech, de l'autre ceux qui ne voulaient pas de ça. Exactement ce que m'avait dit un autre jeune de 16 ans lors d'un groupe de parole sur l'emprise.

Là encore, je découvrais que ce qui était pour moi une réalité lointaine, assez abstraite, était le quotidien de ces jeunes. Leur vie, en somme, sur ce territoire. Non, tout cela n'arrivait pas en Syrie ou dans les terres lointaines d'Irak mais dans les salles de classe de Trappes. Sous nos yeux d'enseignants, sans que ni moi ni mes collègues ne puissions nous en rendre compte.

Car, après tout, ces jeunes n'avaient pas été recrutés par internet mais directement par leurs proches, par leurs amis, leurs frères ou leurs sœurs. C'était donc tout ce petit monde, isolé et façonné par les réseaux de leurs « frères » salafistes, qui éprouvait des vellétés de départ ou de passage à l'acte ultra-violent. Cela commence dès la maternelle, quand les petits refusent de chanter au motif que c'est interdit par leurs parents.

En 2016, les journalistes du Monde, Raphaëlle Bacqué et Ariane Chemin, sont venus m'interroger à plusieurs reprises. Au sujet de l'histoire du lycée. Au sujet de mes élèves. Elles ont aussi passé des journées presque entières avec certaines de mes élèves pour les connaître. Leurs questions m'ont également amené à m'interroger. Je me suis rendu compte que, depuis ma salle de classe, beaucoup de choses m'échappaient. En un sens, c'est tout à fait normal. Les heures de cours sont normalement consacrées aux cours.

Il y eut également le documentaire de Saskia Dekkers, une journaliste de la télévision nationale (NOS) des Pays-Bas. Sa venue en classe libéra la parole de mes élèves. Je vous montrerai tout à l'heure quelques extraits de ce film. Après la rencontre, de nombreux élèves me précisèrent leur quotidien. Par exemple, l'interdiction que leurs parents leur ont faite d'aller à la mosquée. Non pas à cause des prêches mais en raison de la présence des recruteurs aux abords du lieu de culte.

Actuellement, la situation a quelque peu évolué. L'invisibilité, si je puis dire, gagne du terrain. Les réseaux renforcent leur emprise sur la ville et la jeunesse. Mais tout se passe insidieusement. On dirait que les petites provocations au lycée ne sont plus de mises. On n'observe plus de jeux avec les bandeaux pour cacher les cheveux ou dans la tenue avec les jupes longues. Les adolescentes affichent une « laïcité de façade ». Passé le portail du lycée, beaucoup remettent leur voile, « parce qu'on pourrait les voir ». Tout ce qui touche à Daech ou à la religion est passé sous silence. On n'en parle plus. Comme s'il y avait désormais deux mondes. Celui de l'école, où l'on se plie aux exigences de laïcité. Et celui de la ville, où les choses se passent tout autrement, selon d'autres règles. Par exemple, dans la plupart des cafés de Trappes, la mixité n'existe plus.

La petite Sarah, élève de seconde, que j'ai rencontrée en juin dernier m'a bien éclairé en m'expliquant sa situation. Ses parents ont divorcé il y a quelques mois. Son père est musulman. Sa mère, chrétienne. Elle, elle est musulmane, comme son père. Avec ferveur. Pourtant, depuis que son père a déménagé, quinze kilomètres plus loin, à Rambouillet, « elle respire ». Ce sont ces mots. « À Trappes, je suis en permanence surveillée par les gens. Je ne peux rien faire sans être jugée. C'est devenu insupportable. Je n'en peux plus de vivre à cet endroit. »

### **3. De la compréhension à l'action.**

Parallèlement à ces quelques actions qui m'ont permis d'ouvrir les yeux, j'ai commencé à me documenter un peu, à lire quelques ouvrages. Un jour, j'ai découvert qu'un inspecteur de l'Éducation nationale avait déjà enquêté et analysé les prémices de ce phénomène dans un rapport datant de 2004. Je parle du Rapport de sur Les signes et manifestations d'appartenance religieuse dans les établissements scolaires de Jean-Pierre Obin. Ce rapport, enterré par François Fillon, qui était alors ministre de l'Éducation nationale, a bouleversé ma compréhension. Il traite de façon très précise des signes et tenues vestimentaires, de la nourriture, du calendrier et des fêtes, du prosélytisme, des refus de la mixité et les violences à l'encontre des filles, de l'antisémitisme et du racisme, des contestations politico-religieuses à l'école et des problèmes rencontrés par champs disciplinaires. J'avais moi-même été amené, par ma réflexion, à formuler certaines conclusions que j'ai retrouvées avec bonheur dans ce texte. C'est un texte vraiment saisissant tant il décrit avec un soin les transformations qui se sont opérées à cette époque, transformations que beaucoup n'ont pas voulu admettre. De plus, il anticipe leurs conséquences dans l'hypothèse où aucune politique publique ne serait mise en œuvre pour y mettre fin. Il prédit avec une rigueur inflexible ce qui allait nous arriver quelques années plus tard.

Permettez-moi de vous lire un extrait.

*« Ce que nous avons observé dans les établissements scolaires implantés dans les quartiers où sont concentrées des populations issues de l'immigration maghrébine, parfois turque, africaine ou comorienne, quartiers de plus en plus homogènes sur le plan social et religieux, n'est manifestement que la partie scolairement visible d'un phénomène bien plus profond, dont l'évolution constitue vraisemblablement l'une des clés de notre avenir. La réalité semble bien en effet être la suivante : pour la première fois dans notre pays, la question religieuse se superpose - au moins en partie - à la question sociale et à la question nationale ; et ce mélange, à lui seul détonnant, entre en outre en résonance avec les affrontements majeurs qui structurent désormais la scène internationale. »*

La suite de la conclusion évoque le développement de « contre-sociétés » :

*« Il ne s'agit nullement pour ces populations d'un repli identitaire des plus anciens, mais bien d'une identité de substitution qui se diffuse d'abord parmi les jeunes de la seconde ou troisième génération. Le terreau social sur lequel se développent ces évolutions est bien*

*connu, c'est la ségrégation dont sont victimes ces populations devant l'accès à l'habitat, à l'emploi et aux loisirs, du fait de la xénophobie et du racisme, depuis leur arrivée sur le sol national. L'intériorisation de cette injustice porte toute une jeunesse vers le ressentiment, le repli et parfois la radicalisation. Des organisations, le plus souvent structurées sur le plan international, prospèrent sur ce terreau et assurent à cette nouvelle identité « musulmane » une promotion efficace, dans une surenchère permanente qui donne aux plus radicaux souvent le plus de poids auprès des plus jeunes ou des plus fragiles (parmi ces derniers on peut placer un certain nombre de jeunes convertis.) Le projet de ces groupes ouvertement ségrégationnistes et qui dénoncent l'intégration comme une apostasie ou une oppression, va encore plus loin. Il est aussi de rassembler ces populations sur le plan politique en les dissociant de la nation française et en les agrégeant à une vaste « nation musulmane ». Nous avons dit combien ce projet nous semblait déjà bien diffusé et mis en œuvre dans la jeunesse scolarisée, notamment auprès de ces collégiens et lycéens qui refusent, parfois massivement, de s'identifier comme « Français » et ont pris comme héros les partisans de la guerre à outrance contre le monde occidental. »*

On ne saurait mieux dire que le problème n'est pas un problème religieux mais bien politique et que ce qui est en cause, ce n'est pas une religion mais bien un projet politique. Un projet de « dissociation » de cette population afin de la retourner contre la nation française. On pourrait appeler cela aussi une forme de fomentation de guerre civile.

L'an dernier, Jean-Pierre Obin et moi avons adressée au président de la République pour lui demander que notre République ne continue pas d'abandonner ses enfants aux réseaux salafistes qui préparent le terreau du djihadisme.

Pour ma part, il m'est difficile de rester spectateur de cette situation ou de me contenter d'enseigner la philosophie à mes élèves comme si de rien n'était. Certes, le travail d'enseignant permet de développer l'esprit critique mais est-ce suffisant face à des habitus aussi prégnants ? Ne serait-ce pas une situation schizophrénique ? C'est pourquoi, après avoir perçu les limites du travail de Paroles à cœur ouvert, et constaté la porosité de cette association avec des gens viscéralement hostiles aux valeurs républicaines, j'ai fondé avec quelques amis (dont certains sont ici présents), un Cercle de Réflexion et d'Action Contre l'Emprise Islamiste. Nous ne souhaitons pas nous substituer aux politiques publiques ni nous cantonner à Trappes. Notre projet est beaucoup plus vaste. Vous pourrez bientôt découvrir nos propositions sur notre futur site internet.

D'ores et déjà, dans notre lycée, la proviseure, a initié un vaste projet de « prévention des phénomènes de radicalisation par l'émancipation ». Ce projet, en partenariat avec la Préfecture et le Ministère de l'intérieur, va s'étaler sur trois ans et rassembler les établissements du secondaire de Trappes (ce qui fait, je crois, cinq établissements). D'importants moyens financiers vont nous être alloué pour le mettre en œuvre. Un budget tout à fait hors norme. C'est un pas important. Nous ne pouvons plus, nous enseignants, enseigner comme avant, en nous contentant de suivre notre programme. Nous devons aussi préparer nos élèves à la citoyenneté et leur donner des outils pour comprendre le monde dans lequel ils vivent. C'est notre mission première. Il est temps de la rappeler.

Je vous remercie de votre attention.